

AYA - Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

13, Rue des Bossons - CH - 1213 Onex / Genève - CCP 17-55066-2

Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 130

Genève, le 29 décembre 2019

"AYA Info" est en ligne sur deux sites Internet : Humanitaire.ws et MCI

Conformément à ce qui a été annoncé dans le bulletin No 123, cette édition est la reprise des notes publiées dans le blog que la « Tribune de Genève » nous a invités à tenir dans son édition électronique. Ces notes, et les précédentes, sont consultables avec ce lien :

<http://bcomoli.blog.tdg.ch>

Note du 4 novembre 2019 :

Brésil : Assassinat d'un gardien de la forêt



Le 1er novembre, Paulo Paulino Guajajara (26 ans), l'un des « Gardiens de la Forêt » de la [Terre Indigène Araribóia](#) TI (État du Maranhão) été tué lors d'une embuscade organisée - selon les témoignages recueillis par l'agence « [Amazônia real](#) » - par cinq « madeireiros » (forestiers illégaux) sur le territoire même de la TI. Paulo était accompagné par Laércio Guajajara qui a seulement été blessé et a pu s'enfuir. Ils étaient partis en forêt pour chasser le pecari. Le Ministre de la Justice,

Sergio Moro, a annoncé l'ouverture d'une enquête. Cette TI, [démarquée en 1990](#), est également occupée par des Awá Guajá en situation d'isolement volontaire.

Dans une [note du 2 novembre](#), l'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil – APIB exprime sa tristesse et sa révolte : «...*Le Gouvernement de Bolsonaro a du sang indigène sur les mains. L'augmentation de la violence dans les territoires indigènes est la conséquence directe de son discours de haine et des mesures contre les peuples indigènes du Brésil. Nos terres sont envahies, nos leaders sont assassinés, attaqués et criminalisés...* » [...] « *Il est nécessaire de donner un coup d'arrêt à cette politique génocidaire contre les peuples indigènes du Brésil. C'est pour cela que nous sommes en campagne dans les pays européens* pour alerter le monde sur ce qui arrive au Brésil et demander un appui pour que plus une goutte de sang indigène ne soit versée* ». De nombreuses organisations et entités et personnalités, dont [Victoria Tauli-Corpuz](#) la Rapporteuse de l'ONU pour le droit des peuples indigènes, ont condamné cet assassinat. Survival International a [lancé une pétition](#) à adresser au président Bolsonaro.

L'histoire de cette Terre Indigène est hélas marquée par de nombreux épisodes violents, des morts, des incendies, des invasions.**

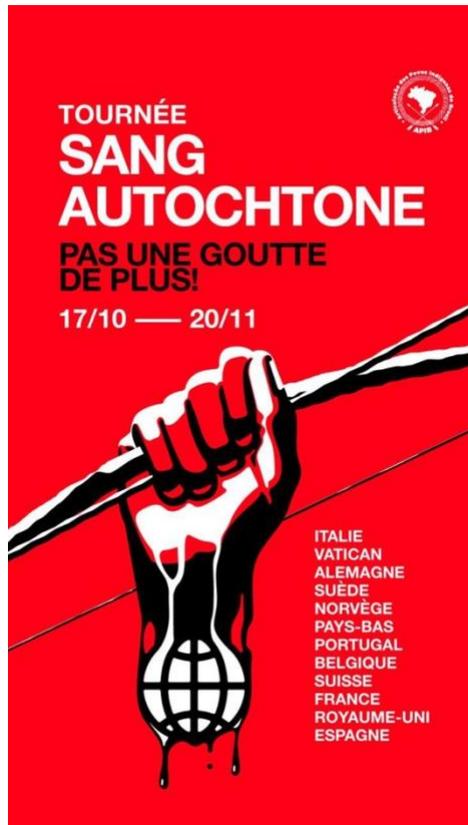
*L'APIB a effectivement organisé une délégation qui visite une douzaine de pays européens, dont la Suisse. Une rencontre ouverte au public est prévue à Genève le vendredi 8 novembre, de 18h30 à 21h à Maison de la Paix, Auditorium A2, au 2 Chemin Eugène-Rigot, 1202 Genève. Transports publics : Tram No 15, Arrêt « Maison de la Paix »

**Voir sur cc blog les notes du [11 novembre 2015](#), [10 décembre 2016](#)

Photo : Paulo Paulino Guajajara./ © Sarah Shenker / Survival International

Note du 6 novembre 2019 :

Une délégation indigène brésilienne à Genève ce 8 novembre



Ils ne restent pas passifs ! La faîtière des organisations indigènes du Brésil, l'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil – [APIB](#) a décidé d'envoyer une délégation en Europe pour y alerter l'opinion publique sur les menaces qui pèsent sur les droits économiques, sociaux, culturels et territoriaux des indigènes. En fait, une menace sur leur existence même.

Les objectifs du voyage : d'abord dénoncer les graves violations commises contre les peuples indigènes et l'environnement par le nouveau gouvernement de Jair Bolsonaro. Au-delà de la dénonciation, l'APIB veut la mise en œuvre de mesures susceptibles d'exercer une pression sur le gouvernement et les entreprises de l'agroalimentaire du Brésil pour le respect de l'environnement et des droits des peuples autochtones (Accord de Paris, Convention 169 de l'OIT, Déclaration universelle des droits de Mère Nature telle que définie dans la Charte de Cochabamba de 2010). Mais l'Articulation demande aussi la solidarité des citoyens des pays qu'elle visite. Elle souhaite former un réseau international de personnes et d'organisations qui soutiennent ses objectifs. Au Brésil même, en [janvier](#) et [avril](#) 2019 déjà, l'APIB avait organisé des manifestations pour faire connaître ses

revendications. Sa tournée européenne est dans le prolongement de cette mobilisation. Elle en a repris le titre même : « *Sang autochtone, pas une goutte de plus* » qui malheureusement est démenti par la triste actualité : ce 1er novembre, Paulo Paulino Guajajara, un « gardien de la forêt » de la Terre Indigène Araribóia (État du Maranhão) a été tué par un groupe de madeireiros (forestiers illégaux). Voir sur ce blog la [note du 4 novembre](#).

La « Société pour les peuples menacés -SPM » - dont le siège est à Berne - organise le passage de la délégation en Suisse. À cette occasion, le 7 novembre dans la capitale fédérale, elle lance [une campagne](#) en faveur des droits des peuples autochtones brésiliens. Cette délégation est en Suisse au moment où notre pays, dans le cadre de l'AELE, négocie un traité de libre-échange avec les pays du Mercosur dont fait partie le Brésil.

À Genève, une réunion ouverte au public est prévue le vendredi 8 novembre, de 18h30 à 21h à Maison de la Paix, Auditorium A2, au 2 Chemin Eugène-Rigot, 1202 Genève
Transports publics : Tram No 15, Arrêt « Maison de la Paix »

Note du 13 novembre 2019 :

À Uni Mail : Populations autochtones et multinationales

C'est connu, la colonisation a eu des conséquences désastreuses, surtout en termes démographiques, pour les « peuples premiers » occupants de l'Amérique. Cependant, la résistance qu'ils ont opposée aux conquérants européens leur a permis de conserver – notamment en Amazonie – leur culture, leur mode de vie. Mais, les richesses minières du

sous-sol amazonien excite maintenant l'appétit des grandes entreprises nationales ou multinationales. Deux exemples : l'exploitation du nickel, dans l'État brésilien du Pará, et du pétrole dans la province péruvienne de Loreto portent atteinte à la santé des indigènes. Pour les peuples autochtones, empêcher la destruction de leur cadre de vie, la Terre-Mère est vital. Il sera question de la solidarité qu'il est possible de leur manifester lors de la rencontre de ce 15 novembre, organisée par plusieurs entités (voir ci-dessous). Cette table ronde a pour toile de fond l'initiative fédérale « Pour des multinationales responsables » toujours en attente de votation.

Invitation à tous !

La cueillette de l'acari
Tobotokukrae Xikin, Brésil

Brésil : résistances et engagements
pour les droits des populations
autochtones face aux multinationales

15 novembre 2019 – 18h30
Université de Genève
Bâtiment Uni Mail
Salle M 1160

Exposition et table ronde publique

Installation de projections et d'illustrations réalisées par Aurélien Fontanet sur l'impact des multinationales sur les populations autochtones, dans l'État du Pará, sur le territoire indigène du Cateté au Brésil. Aurélien exerce une pratique socialement engagée dans les champs de l'art et des cultures amérindiennes du Brésil.

Table Ronde et Discussion

Avec la présence spéciale de Djalma Costa, coordinateur du programme E-CHANGER au Brésil, d'Aurélien Stoll, secrétaire général au sein du Mouvement pour la Coopération Internationale et de Marine Vasina, coordinatrice romande de l'initiative pour des multinationales responsables.

Il s'agira d'amener un regard sur les formes de résistances et d'engagement qui naissent ailleurs et ici face à l'impact des multinationales.

Réalisé en collaboration avec le Master TRANS de la Haute école d'art et de design de Genève et la CUAE de l'Université de Genève.

La soirée sera suivie d'un apéritif.

#EnsembleEngagé_e
www.e-changer.org

FEDERATION VAUDOISE DE COOPERATION
FEDERATION SUISSE DE COOPERATION
HEAD Genève
AYA
UMIAB

Note du 28 novembre 2019 :

Prévention de la mortalité maternelle et infantile chez les Yanomami

À plusieurs reprises, les femmes et les leaders Yanomami ont exprimé leur mécontentement et leurs doutes relatifs à certaines actions mises en place par le service officiel de santé indigène : frottis gynécologiques, planning familial, effets secondaires suite à l'application d'injections anticonceptionnelles... Des programmes appliqués sans accompagnement approprié, les Yanomami ont assimilé ces traitements à des empoisonnement. Les hommes, leaders des communautés, ont demandé l'arrêt de ces programmes sans consulter les femmes. Pour changer cet état de fait, celles-ci se sont adressées au Service et Coopération avec le peuple Yanomami – [SECOYA](#)* de Manaus. En juin 2018 déjà, en partenariat avec l'Union des Femmes Indigènes de l'Amazonie Brésilienne – UMIAB, la SECOYA a organisé une rencontre sur le thème du « *Droit au consentement éclairé et santé de la femme* ». Les participantes, dont certaines ont un rôle similaire aux sages-femmes traditionnelles, demandèrent une formation particulière. Il s'agit d'améliorer leur pratique pour réduire les taux de mortalité maternelle et infantile trop élevés dans les communautés, objectif final d'un tel projet. Il s'agit d'un programme qui se veut une action concrète au moment où est célébré



PROJET

PREMIERS PAS POUR LA MISE EN OEUVRE D'UNE FORMATION DE SAGES-FEMMES TRADITIONNELLES YANOMAMI.



SECOYA – PROGRAMME D'ÉDUCATION À LA SANTÉ

le trentième anniversaire de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, [en particulier l'Art. 24](#).

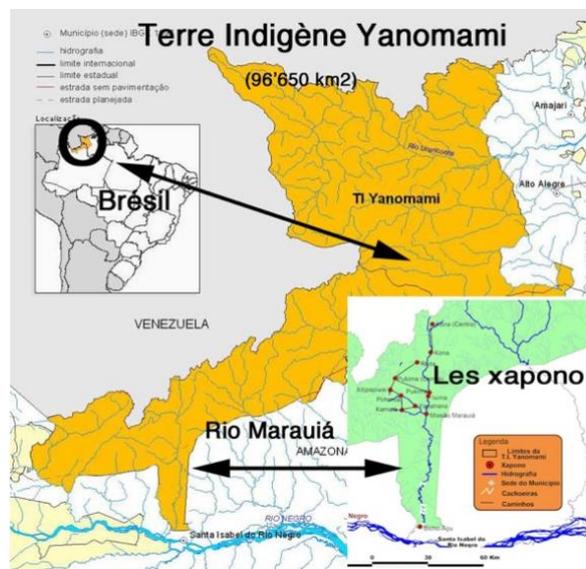
La SECOYA a accepté de répondre à cette demande. Elle a d'abord défini qui seraient les bénéficiaires de cette action : une trentaine de femmes, des membres de l'association « [Kurikama](#) » qui regroupe les villages Yanomami du rio Marauaiá et autres personnes représentant les communautés dans les structures officielles de santé. Il s'agit ensuite de définir une méthodologie : dresser un diagnostic préalable sur la situation exacte en matière de santé maternelle et infantile ; s'informer et tirer les enseignements sur les pratiques réalisées dans d'autres peuples amazoniens ; les prérequis pour commencer une formation ; la législation en vigueur concernant les sages-femmes traditionnelles, etc... Se voulant un projet participatif, il est indispensable de mettre en place une consultation préalable libre et informée des femmes et des communautés concernées. Enfin, il est nécessaire de prévoir

comment assurer la pérennité d'un tel programme de formation.

Cette activité à un coût, environ 60'000 CHF, SECOYA a sollicité [AYA](#) qui s'est adressée à la Ville de Genève. La [Délégation Genève Ville Solidaire](#) est entrée en matière pour soutenir une première phase de ce programme, mais sa contribution ne couvre que 80% des dépenses. AYA dispose de quelques ressources propres, mais il faut trouver le complément.

Appel est lancé aux lecteurs de cette note. Une contribution peut être versée au CCP : Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie" – AYA - 1213 ONEX / No 17-55066-2 Par avance un chaleureux merci !

*Le Service et Coopération avec le peuple Yanomami – SECOYA est le partenaire de AYA.
Illustrations : ci-dessus, page 1 du Projet. Ci-dessous : carte localisant le rio Marauaiá.



.../...

Note du 14 décembre 2019 :

Davi Kopenawa « Prix Nobel alternatif »



Ce 4 décembre à Stockholm, Davi Kopenawa, leader et chaman yanomami a été l'un des récipiendaires* du « [Prix Nobel alternatif](#) » délivré par la Righth Livelihood Foundation. Une distinction qui arrive au moment où la [Terre Indigène Yanomami](#) – TI Y est envahie par des milliers d'orpailleurs illégaux qui polluent les sols et les rivières.

Davi a mené de nombreux combats en faveur de son peuple. L'un des plus singuliers a été son action en faveur du retour en terre yanomami [d'échantillons de sang](#) prélevés sur les Yanomami dans les années 60 par des chercheurs

américains. Les premiers échantillons de retour des USA ont été mis en terre au cours d'une [cérémonie funèbre](#) au début d'avril 2015. Son activité lui a valu d'être parfois [menacé de mort](#) comme en 2014. Il a retracé son parcours de vie et une partie de l'histoire de son peuple dans un ouvrage, « [La chute du ciel](#) » coécrit avec l'anthropologue Bruce Albert en 2010**.

Avant lui, d'autres brésiliens et organisations de la société civile du Brésil ont reçu la même distinction : Erwin Kräutler, évêque émérite du Xingu en 2010; Chico Whitaker Ferreira, militant altermondialiste en 2006; Leonardo Boff, un des pères de la théologie de la libération en 2001; la Commission Pastorale de la Terre – CPT et le Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre – MST en 1991 et José Lutzenberger, agronome et écologiste en 1988.

Avant de se rendre à Stokholm, Davi était à Genève où il est intervenu lors d'une manifestation qui a eu lieu le 28 novembre à la [Maison de la Paix](#). En mars 2012, il était déjà dans la Cité de Calvin lors de la présentation du film de Daniel Schweizer « [Indiens d'Amazonie en sursis](#) » projeté dans le cadre du Festival et Film International de Défense des Droits Humains – FIFDH. Sept ans plus tard la situation des indigènes brésiliens s'est gravement dégradée. La distinction remise à Davi Kopenawa est une occasion de la rappeler. Toujours à Genève, le Mouvement pour la Coopération Internationale – [MCI](#) et l'Association Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie - [AYA](#) apportent un appui aux Yanomami du rio Marauaiá par l'intermédiaire du Service et Coopération avec le peuple Yanomami – [SECOYA](#) dont le siège est à Manaus. Les deux ONG reçoivent le soutien de plusieurs collectivités publiques genevoises. Une modeste solidarité qui a le mérite d'exister !

*Les autres récipiendaires 2019 sont trois femmes : Aminatou Haidar, militante indépendantiste du Sahara occidental, Greta Thunberg, la jeune militante pour le changement climatique et Guo Jianmei, avocate chinoise qui milite pour les droits des femmes.

**Traduit en anglais en 2013 sous le titre « [The Falling Sky](#) » aux éditions Harvard University Press, et en portugais en 2015 sous le titre « [A queda do céu](#) » aux Editions Companhia Das Letras. Une chronologie sélective de la vie de Davi est publiée en français sur le site de [Survival International](#).

Photo : Davi Kopenawa / © Fernando Frazão / Agência Brasil.

.../...

Note du 28 décembre 2019 :

Brésil : Les peuples indigènes en résistance



L'année 2019 a vu se multiplier les menaces sur les populations indigènes et la forêt de l'Amazonie brésiliennes. Après les incendies, la déforestation a repris, la démarcation des Terres Indigènes a été stoppée, des gardiens de la forêt et des leaders indigènes ont été assassinés...

Mais les peuples indigènes ne sont pas restés inactifs. Ils ont multiplié les moments de protestation, les rencontres avec les autorités et les autres mouvements sociaux du pays ; envoyé des délégations dans les pays européens,

y compris [en Suisse](#) et à la dernière COP 25 à Madrid pour faire connaître leur situation et demander des gestes de solidarité. À relever deux rencontres qui ont été organisées dans des zones particulièrement sensibles de l'Amazonie.

D'abord celle qui a eu lieu sur le [campus d'Altamira](#) de l'Université Fédérale de [l'État du Pará](#) les 17, 18 et 19 novembre. La région subit les conséquences de la centrale [hydroélectrique](#) de [Belo Monte](#) construite sur le [rio Xingu](#). Les habitants y redoutent encore le projet d'une entreprise canadienne d'exploiter « [Belo Sun](#) », une mine d'or à ciel ouvert. Cette inquiétante réalité a incité un collectif de vingt-cinq organisations (associations de femmes, de riverains, de pêcheurs, de défenseurs des droits humains, d'écologistes, de membres de l'Église catholique, de leaders indigènes, de scientifiques et autres personnalités à s'unir et à manifester leur volonté de défendre la forêt amazonienne et ses habitants. La réunion, intitulée « *Amazonie, Centre du Monde* » a vu la participation d'environ trois cents personnes. Les débats ont abouti à l'adoption d'un texte, un « [Manifeste](#) » devant harmoniser l'action de défense de l'Amazonie. Le document commence par rappeler le rôle de la forêt amazonienne : « *Sans maintenir vivante la plus grande forêt tropicale de la planète, il n'y a pas la possibilité de contrôler le super réchauffement global. L'évaporation produite par la forêt libère dans l'atmosphère 20 milliards de tonnes d'eau chaque 24 heures. La forêt crée des [rivières volantes](#) au-dessus de nos têtes plus importantes que l'Amazonie. La sueur de la forêt sauve la planète tous les jours. Mais cette forêt est en train d'être rapidement détruite par un développement prédateur et risque d'atteindre un point de non-retour dans quelques années.* » Face à la catastrophe en cours, les signataires affirment avoir surmonté les barrières et les obstacles pour unir leurs voix autour d'un objectif commun : « *Sauver la forêt et combattre l'extinction des vies sur la planète.* » [...] *Nous savons que la forêt n'existera que si les peuples de la forêt existent. Nous serons ensemble dans les luttes de toutes les Amazonies. Nous serons là où la forêt saigne. Nous lutterons contre toutes les formes de mort.* » Pour conclure, les auteurs résument ainsi leur axe de travail : « *Nous voulons « amazoniser » le monde et nous « amazoniser » nous-mêmes. Orientés par les peuples de la forêt, nous voulons refonder l'humain et imaginer un futur où nous puissions vivre.* »

Quelques jours plus tard, au début décembre, à Manaus, la capitale de [l'État d'Amazonas](#), plusieurs centaines d'indigènes représentant 42 peuples et 39 organisations étaient réunis pour la « **5^e Marche des Peuples Indigènes de l'Amazonas** ». Une manifestation organisée par le [Forum d'Éducation Scolaire](#) Indigène de l'Amazonas – FOREEIA. Deux textes, reflétant leurs préoccupations, ont été approuvés par les participants.

Le premier est une « **Déclaration de principes des Peuples Indigènes de l'Amazonas** ». Ils rappellent six caractéristiques qui les distinguent collectivement et individuellement : 1.- Le Bien vivre entre les personnes, marqué par la coexistence avec les autres êtres de la nature, dans le profond respect pour la terre, son usage collectif et les projets de vie de chaque peuple. 2.- L'autodétermination et la liberté de chaque peuple de décider de sa forme d'organisation, de ses droits économiques

sociaux et culturels. 3.- Le droit pour chaque peuple d'être le protagoniste de ses transformations. 4.- Le caractère sacré et inviolable du Territoire, indispensable pour la reproduction physique et culturelle, la sécurité présente et future de nos peuples. 5.- Le droit, comme peuples originaires, à avoir une identité et une diversité propres. Chaque membre d'un peuple est reconnu par celui-ci parce qu'il maintient avec lui des liens historico-culturels, territoriaux et linguistiques. En retour, cette appartenance est aussi faite de la loyauté envers le peuple qui vous reconnaît comme l'un des siens. 6.- Le fait d'être sur une unique planète et dans un monde où tout est interconnecté, le Bien Vivre de tous passe par la construction d'alliances basées sur le respect et dans le dialogue interculturel. L'unité, la capacité de mobilisation du mouvement indigène et la constitution d'alliances sont indispensables pour forger la force politique pour la concrétisation de nos droits comme peuples et dans le dialogue avec l'État.

Le deuxième texte est une « **Lettre ouverte** » au début de laquelle il est rappelé qu'ils viennent des différents rios de cet immense État pour se joindre aux indigènes de la cité afin d'exprimer leur insatisfaction en raison des orientations anti-indigènes des politiques adoptées par le Gouvernement fédéral et celui de l'État d'Amazonas : « *Nous sommes dans la capitale pour dénoncer cette politique qui a pour principe la violation des droits des peuples indigènes...* » Et d'énumérer différents exemples de promesses non tenues, d'absence de dialogue, de restrictions budgétaires... De dénoncer l'action de personnes se disant du mouvement indigène, mais qui soutiennent propositions avec lesquelles celui-ci n'est pas d'accord... Les signataires déclarent en avoir assez de la violence à leur rencontre, de la persécution, de la criminalisation et l'assassinat de leaders. Ils réitèrent leur volonté de maintenir leur autonomie sur leurs terres, leur refus de l'exploitation minière et de l'orpaillage qui détruisent la forêt, polluent les rivières. Ils réclament la protection des peuples isolés, mais aussi des politiques publiques spécifiques pour les indigènes vivant dans les villes. A l'État d'Amazonas, ils demandent à participer à l'élaboration d'un plan – doté d'un budget - qui réponde aux demandes des communautés. Ils terminent leur lettre en affirmant leur disposition à se joindre aux autres secteurs de la société qui luttent pour la garantie des droits humains, sociaux et économiques, pour un projet de Bien Vivre en Amazonie, respectant la Mère Terre et la Maison Commune. « *En continuant de lutter et rêver. Résister est nécessaire !* »

Les Yanomami du rio Marauiaá, représentant leur association - [Kurikama](#) - étaient à Manaus pour participer à cette marche. Ils ont pu se réunir au siège de la [SECOYA](#) (le partenaire de [AYA](#) et du Mouvement pour la Coopération Internationale - [MCI](#)). Ils demandent une amélioration du Service de santé. D'autres Yanomami protestent contre l'invasion des garimpeiros (orpaillards illégaux) Que sera 2020 pour la forêt amazonienne et les peuples qui l'habitent ? Déjà l'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil – [APIB](#) a fait savoir qu'au début 2020 elle allait se mobiliser pour défendre le service de santé indigène...

Photos : En haut : *Resistir é preciso* > Résister est nécessaire. Ci-dessous, supérieure : *Nós Yanomami não queremos o garimpo no nosso território* > Nous Yanomami, nous ne voulons pas l'orpaillage dans notre territoire. Ci-dessous, inférieure : *Exigimos melhora na assistência de saúde dos povos indígenas* > Nous exigeons un meilleur service de santé pour les peuples indigènes.





PS : L'activation des liens hypertextes ([en bleu](#)) renvoie à une partie des sources utilisées pour la rédaction de cette note. Ces sources, permettent d'en "savoir plus".